

gnement privé [20 mars 1951] (p. 2217, 2219, 2237, 2238); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000: *Création d'emplois et recrutement d'instituteurs* [20 avril 1951] (p. 3658, 3659, 3660, 3661, 3662); *Amendement de M. Fontupl Esperaber tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine)* (p. 3672, 3673); Chap. 1070: *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'administration académique (secrétariat à la jeunesse et aux sports)* (p. 3676); Chap. 1110: *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel des Universités (reclassement des professeurs des universités)* (p. 3679); Chap. 1140: *Ecoles normales supérieures* [21 avril 1951] (p. 3704); Chap. 1360: *Cadre unique des agrégés* (p. 3706); Chap. 1410: *Amendement de M. Jean Massou tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les écoles primaires élémentaires (instituteurs chargés d'écoles à classe unique)* (p. 3732); Chap. 1440: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour indemnités aux écoles primaires (classes temporaires d'application)* (p. 3736); Chap. 1540: *Centres d'apprentissage* (p. 3743); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils: *Motion préjudicielle de M. Thamiér demandant l'augmentation des crédits pour les constructions scolaires* [10 avril 1951] (p. 3069, 3070). = S'excuse de son absence [28 novembre 1946] (p. 1). — Obtient un congé [28 novembre 1946] (p. 1).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Ministre de la Défense nationale

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier au 4 mai 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre: de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la défense nationale [29 mai 1947] (p. 1793); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

Dépôts :

Le 30 mai 1947, une proposition de loi portant organisation des forces armées, n° 1532. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi portant organisation de la défense nationale, n° 1533. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323, et les textes d'application qui en résultent, et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des Associations familiales, n° 4519. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323, et les textes d'application qui en résultent, et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, n° 4864. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail, n° 9174.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du Budget extraordinaire de l'Exercice 1947: RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils); Art. 7: *Amendement de M. Guittou tendant à substituer les commissions locales aux Commissions cantonales de dommages de guerre* [23 décembre 1946] (p. 318, 319). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires), Art. 5: *Installation à Morcena d'une usine récupérée en Allemagne* [27 mars 1947] (p. 1200). — Est relevé de ses fonctions de ministre [Décret du 4 mai 1947] (*J. O.* du 5 mai 1947, p. 1213).

En qualité de Député :

Dépôt d'une demande d'interpellation sur la politique de reconstruction du Gouvernement et l'application de la loi sur les dommages de guerre [28 octobre 1947] (p. 4915). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Cayol et Bergasse

sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 5000, 5001). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5071); — sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Lettre adressée au Maréchal Pétain au moment du procès de Riom* [29 novembre 1939] (p. 5314, 5316, 5339); — sur le projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6015, 6016, 6017, 6018, 6019, 6020, 6021, 6022, 6023, 6024). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 février 1948] (p. 1120, 1121); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et aux associations syndicales de reconstruction : Art. 2 : *Amendements de MM. Midol, Thiriet et Guillon relatifs aux coopératives agricoles* [2 mars 1948] (p. 1283); Art. 17 : *Son amendement tendant à appliquer aux sociétés la loi du 10 septembre 1947* [17 mars 1948] (p. 1844); *le retire* (ibid.); Art. 37 : *Son amendement relatif au droit de retrait des signataires* (p. 1859); Art. 44 : *Son amendement tendant à transmettre au Préfet les pouvoirs du Ministre pour la résiliation des marchés* (p. 1863); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la question allemande* [5 mars 1944] (p. 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400). — Dépose une demande d'interpellation sur les accords de Londres concernant le statut de l'Allemagne [8 juin 1948] (p. 3293); la développe (*Ses observations sur le pacte franco-soviétique, la réduction des crédits du plan Marshall, le contrôle de la Ruhr*) [11 juin 1948] (p. 3467 et suiv.). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi abrogeant son ordonnance relative aux associations familiales : *Ses explications de vote sur l'urgence* [16 juillet 1948] (p. 4666); — sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur la politique suivie par M. Marie* [24 juillet 1948] (p. 4881, 4882, 4883, 4884, 4885). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement et est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation [27 juillet 1948] (p. 4912 et suiv.). —

Prend part à la discussion du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [8 août 1948] (p. 5553, 5554, 5555, 5556, 5557). Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement à la suite de la décision anglo-américaine de remettre l'industrie de la Ruhr aux capitalistes allemands [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur les conséquences de l'accord de Londres, le plan américain de guerre contre l'U. R. S. S., le redressement économique de l'Allemagne, la fin des réparations, la remise des mines de la Ruhr à leurs propriétaires, la politique de Georges Bonnet en 1939 et la volonté de paix de l'U. R. S. S.*) [30 novembre 1948] (p. 7302 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer* [2 décembre 1948] (p. 7368, 7369). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur la remise de l'industrie de la Ruhr aux allemands*) [16 novembre 1948] (p. 7008); *Discussion de son interpellation sur le problème de la Ruhr* [23 novembre 1948] (p. 7166, 7167, 7168). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Pose la question préalable* [23 juillet 1949] (p. 5092, 5093, 5094, 5095, 5096, 5097, 5098); *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5226). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique allemande du Gouvernement [22 novembre 1949] (p. 6157); la développe (*Ses observations sur l'Allemagne orientale, les magnats de la Ruhr, le réarmement de l'Allemagne occidentale, les conséquences fâcheuses sur le plan économique de l'Union européenne occidentale pour la France*) [24 novembre 1949] (p. 6235, 6236, 6237, 6238, 6239, 6240, 6241, 6242, 6243, 6244, 6245, 6246). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au règlement sa lettre au Maréchal Pétain*) [8 mars 1950] (p. 1929, 1930, 1931). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fusion des industries minières et sidérurgiques françaises et allemandes [11 mai 1950] (p. 3545); sur la fermeture de l'usine des aciéries du Nord à Marseille [21 juillet 1950] (p. 5732). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débats sur*

L'Indochine et le réarmement de l'Allemagne [17 octobre 1950] (p. 6932, 6933). — Prend part à la discussion des interpellations sur le réarmement allemand (*Ordre du jour de confiance de M. Chevallier*) [25 octobre 1950] (p. 7215, 7216, 7217, 7218, 7219). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de diverses interpellations déposées par le groupe communiste*) [7 novembre 1950] (p. 7532, 7533). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (*Pose la question préalable*) [14 novembre 1950] (p. 7715, 7716, 7717, 7718, 7719, 7720); *ses explications de vote* (p. 7742, 7743). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard du réarmement de l'Allemagne et les suites à donner à la proposition de l'U. R. S. S. [14 novembre 1950] (p. 7744); — sur le réarmement de l'Allemagne occidentale [9 décembre 1950] (p. 8894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne* [12 décembre 1950] (p. 8969, 8970, 8971); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* (*Ses observations sur la lettre qu'il avait adressée au Maréchal Pétain en 1940*) [31 décembre 1950] (p. 9938, 9939, 9940, 9941). — Prend part au débat sur l'investiture du président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur le programme réactionnaire du Gouvernement* [9 mars 1951] (p. 1801, 1802, 1803, 1804, 1808). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du 3^e cabinet Queuille [13 mars 1951] (p. 1828); et est entendu sur la date de discussion de cette interpellation (p. 1829, 1830, 1832). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Grève des transports parisiens, revendications générales des salaires*) [21 mars 1951] (p. 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion tant que n'auront pas été votés vingt textes importants* [8 mai 1951] (p. 4860, 4861).

BINOT (M. Jean), Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la marine marchande [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est nommé juré à Haute-Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à toute réduction des sommes inscrites au budget de l'Éducation nationale et en particulier à ne pas lui appliquer la réduction générale de 7 0/0 prévue pour les autres Départements ministériels, n^o 1568. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Binot et plusieurs de ses collègues (n^o 1568) tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à toute réduction des sommes inscrites au budget de l'Éducation nationale et en particulier à ne pas lui appliquer la réduction générale de 7 0/0 prévue pour les autres Départements ministériels, n^o 1632. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à transformer les écoles privées des houillères nationalisées en écoles publiques, n^o 3957. — Le 8 juillet 1948, une proposition de loi tendant à régler la situation des personnels (ingénieurs et cadres administratifs) de certaines usines d'armement nationalisées en 1936, n^o 4902. — Le 28 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la